

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Administration générale

MAI 2018

ARR_2018_113	AOTDB_ELEMENTAIRE_VIOLETTES_03.06.18	1-2
ARR_2018_114	AOTDB_UNION_CYCLO_CHENOVE_23.06.18	3-4
ARR_2018_115	AOTDB_MUSIQUE MUNICIPALE_CHENOVE_02.06.18	5-6
ARR_2018_116	AOTDB_CHENOVE_RUGBY_CLUB_24.06.18	7-8
ARR_2018_117	AOTDB_CHENÔVE_RUGBY_CLUB_2018_19.05.2018	9-10
ARR_2018_118	AOTDB_MATERNELLE_LES_GRANDS_CRUS_01.06.18	11-12
ARR_2018_119	AOTDB_COMITE_DE_JUMELAGE_CHENOVE_15.09.18	13-14
ARR_2018_120	DELEGATION_AJOUTEE1_BRIGITTE_POPARD2	15-17
ARR_2018_121	AODP_AMIS_ET_ADEPTES_MARCHE_NORDIQUE_ET_RANDONNEE_PEDESTRE_MAISON_PLATEAU_09.09.18	18-19
ARR_2018_122	AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC RESTAURANT L'AUBERGE DU VIEUX PRESOIR__DU 16.04.2018 AU 30.09.2018	20-22
ARR_2018_123	AODP_OCCE_MATERNELLE_LES_GRANDS_CRUS_01.06.18	23-24
ARR_2018_124	AODP_OCCE_ELEMENTAIRE_VIOLETTES_VIDE-GRENIER_03.06.18	25-26
ARR_2018_125	NOMINATION CHRISTELLE LUCHERINI MANDATAIRE SUPPLEANTE EN REMPLACEMENT DE SAIDA EL HANDI SUR LA REGIE DE RECETTES CULTURE	27-28
ARR_2018_126	CESSATION DE FONCTION DE NAWAL ESSAKI SUR LA REGIE UNIQUE	29

ARR_2018_127	NOMINATION MOUDENE JILALI MANDATAIRE SUPPLEANT DE LA REGIE DE RECETTES DROITS DE PLACE SUR LES MARCHES	30-31
ARR_2018_128	AOTDB_ASSOCIATION_AORTI_24.06.2018	32-33
ARR_2018_129	AODP_OMS_RANDO_2018_27.05.18	34-35
ARR_2018_130	AOTDB_CHENOVE_NATATION_14.10.2018	36-37
ARR_2018_131	AOTDB_AEROMODELISME_MJC_CHENOVE_DU 30.06.18 AU 01.07.18	38-39
ARR_2018_132	AOTDB_ECOLE_DANSE_SCARLINE'S_01.07.2018	40-41
ARR_2018_133	ARRÊTÉ DE DÉSIGNATIONS DES REPRÉSENTATIONS DE LA VILLE DANS DIVERS ORGANISMES	42-47
ARR_2018_134	Concession_15ans_D105_PRALON	48

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 16/04/2018 formulée par Madame Fabienne MANOT, directrice de « **l'école élémentaire Les Violettes** » par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 03/06/2018 de 07h00 à 19h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

Madame Fabienne MANOT est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat), à l'occasion d'un « Vide-grenier » qui aura lieu **le 03/06/2018 de 07h00 à 19h00 dans la cour de l'école élémentaire Les Violettes, 11 rue Ernest Renan à Chenôve.**

Article 2 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 3 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 4 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 3 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,

Vu la demande du 12/04/2018 formulée par Monsieur Jean-Claude BUISSON, responsable de l'**association « Union Cyclo Chenôve »** par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 23/06/2018 de 11h30 à 18h30**,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'association Union Cyclo Chenôve est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion du « Cyclo du Bonbis » qui aura lieu **le 23/06/2018 de 11h30 à 18h30 au gymnase Louis Curel à Chenôve.**

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile dans les installations sportives est limité au nombre de 10 par association sportive agréée.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 3 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,

Vu la demande du 30/03/2018 formulée par Monsieur Fabien CHATEAU, responsable de **l'association « Musique Municipale de Chenôve »** par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 02/06/2018 de 20h30 à 24h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'association Musique Municipale de Chenôve est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion du « Concert de Printemps » qui aura lieu **le 02/06/2018 de 20h30 à 24h00 au Cèdre à Chenôve**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 3 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 13/04/2018 formulée par Monsieur Patrick MONOT, responsable du « **Chenôve Rugby Club** » par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 24/06/2018 de 09h00 à 21h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

Le Chenôve Rugby Club est autorisé à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion de la « Journée plein air/Matches de rugby » qui aura lieu **le 24/06/2018 de 09h00 à 21h00 au stade Léo Lagrange à Chenôve**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile dans les installations sportives est limité au nombre de 10 par association sportive agréée.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 3 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 13/04/2018 formulée par Monsieur Patrick MONOT, responsable du « **Chenôve Rugby Club** » par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 19/05/2018 de 09h00 à 21h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

Le Chenôve Rugby Club est autorisé à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion du « Challenge Bissey/Tournoi de rugby » qui aura lieu **le 19/05/2018 de 09h00 à 21h00 au Stade Léo Lagrange à Chenôve**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile dans les installations sportives est limité au nombre de 10 par association sportive agréée.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 3 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 24/04/2018 formulée par Madame Isabelle MOLLARD, directrice de « **l'école Maternelle les Grands Crus** » par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 01/06/2018 de 17h00 à 21h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

Madame Isabelle MOLLARD est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat), à l'occasion de « la Fête de l'école » qui aura lieu **le 01/06/2018 de 17h00 à 21h00 dans la cour de l'école maternelle les Grands Crus, 21 avenue des Droits de l'Homme et du Citoyen à Chenôve.**

Article 2 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 3 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 4 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 14 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 13/03/2018 formulée par Madame Evelyne DESJACQUES, responsable du **Comité de jumelage de Chenôve** par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **du 15/09/2018 à 18h30 au 16/09/2018 à 02h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

Le Comité de jumelage de Chenôve est autorisé à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion du « Bal folk » qui aura lieu du **15/09/2018 à 18h30 au 16/09/2018 à 02h00 à la salle des Fêtes de Chenôve**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 14 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22, L.2122-23 et L.2131-1,
Vu le procès-verbal d'élection du maire et des adjoints de Chenôve du 21 septembre 2015,
Vu la délibération n° DEL_2018_013 du conseil municipal en date du 9 avril 2018 et le procès-verbal d'élection de la 1ère adjointe au maire de Chenôve,
Vu l'arrêté n° 2018_108 du 12 avril 2018 par lequel le maire a décidé de déléguer à Madame Brigitte POPARD une partie de ses fonctions et signatures dans les domaines des affaires générales, du suivi des grands projets, de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Considérant que dans le cadre d'une bonne administration de la commune, le maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du conseil municipal,

Considérant qu'il convient d'organiser l'administration par délégation de fonctions et de signatures,

Considérant qu'il convient de modifier l'arrêté n° 2018_108 du 12 avril 2018 au regard de délégations de signatures complémentaires qui peuvent lui être consenties dans la logique de ses différents domaines d'intervention,

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est décidé de rapporter l'arrêté n° 2018_108 du 12 avril 2018 susvisé remplacé par le présent arrêté.

Article 2 :

Madame Brigitte POPARD est chargée, sous notre surveillance et notre responsabilité, de l'exercice des fonctions qui nous incombent en propre ou par délégation, dans le cadre de ce qui est dit ci-après.

Article 3 :

Madame Brigitte POPARD est chargée des affaires générales, du suivi des grands projets, de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Article 4 :

Madame Brigitte POPARD est plus particulièrement habilitée à exercer, après avoir recueilli les avis et arbitrages nécessaires en particulier ceux du bureau municipal et du maire, les missions mentionnées au présent article ressortant de sa délégation de fonctions de laquelle est exclue la délégation de signatures :

1. Madame Brigitte POPARD est amenée à travailler en collaboration avec les différents services concernés par sa délégation et suit au quotidien les projets conduits par eux en veillant à leur mise en œuvre, ce en lien avec le ou les agents en charge du dossier et la direction générale des services.

2. Dans ses domaines délégués, elle suit et coordonne les orientations intéressant le territoire communal et les projets communaux ainsi que les dispositifs transversaux. Elle propose également des projets, impulse et participe à la mise en œuvre de toute opération visant à renforcer/développer les actions mises en œuvre sur le territoire communal.

Article 5 :

Au titre de sa délégation de fonctions comprenant la délégation de signatures, Madame Brigitte POPARD, accompagne, ou représente le maire en cas d'indisponibilité de celui-ci, dans toutes les manifestations officielles, réunions, commissions en rapport avec sa délégation, en particulier dans les instances de pilotage, de suivi et d'évaluation du contrat de ville.

Dans les domaines des affaires générales, du suivi des grands projets, de la jeunesse, des sports et des loisirs :

- Elle prend toutes décisions concernant la préparation, la passation l'exécution, des marchés inférieurs à 25 000 € et leurs modifications ainsi que les marchés, accords-cadres et leurs avenants sans limitation de seuils lorsqu'il est recouru à une centrale d'achat.
- Dans le domaine des affaires générales et hors du domaine de la vie associative, elle prend toutes décisions pour la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans, y compris les décisions de mise à disposition du matériel.
- Plus généralement, elle prend toutes décisions et signe tous courriers de gestion courante, les invitations et circulaires d'information et tous actes liés aux manifestations, réunions, commissions en rapport avec sa délégation, à l'exception des courriers adressés aux organismes et institutions tels la Préfecture, le Conseil Départemental et le Conseil Régional, Dijon Métropole, à l'exception également des courriers en lien avec des pétitions, la sécurité publique ou tout autre domaine sensible, les visites de quartiers et les permanences des élus.

Article 6 :

Madame Brigitte POPARD est autorisée à signer les documents suivants relevant des attributions de sa délégation de signatures :

- Les courriers de demandes de subventions à l'État ou à d'autres collectivités territoriales, tant pour les projets de fonctionnement que pour les projets d'investissement estimés à moins de 300 000 € HT et tous autres documents ou pièces justificatives produites à l'appui des dossiers (sauf les états récapitulatifs de factures).
- La certification exécutoire des actes ressortant de ses délégations et concernés par l'obligation de transmission au titre du contrôle de légalité.

1. Dans le domaine de l'état civil :

- Les procès-verbaux d'audition des usagers projetant de se marier à l'étranger

2. Dans le domaine du cimetière :

- Les arrêtés de concession et les courriers liés au renouvellement de concession
- Les autorisations de circuler en véhicule dans l'enceinte du cimetière

3. Dans les autres domaines, les décisions et actes liés aux formalités suivantes :

- Les autorisations liées à la législation funéraire (permis d'inhumer, crémation, soins de conservation...)
- Les certificats d'hérédité
- Les attestations d'accueil et les courriers de refus d'attestation d'accueil
- Les registres de police
- Les actes de parrainage civil lors des permanences
- Les bordereaux mensuels de mandats de paies en cas d'indisponibilité, d'absence ou d'empêchement de l'adjoint délégué au budget

Article 7 :

L'ensemble de ces délégations restent valables tant qu'elles n'auront pas été rapportées en tout ou partie.

Article 8 :

Madame Brigitte POPARD rend compte, de manière régulière au maire, de ses différentes actions pour lesquelles elle a reçu délégation.

Le maire se réserve la faculté d'agir et de statuer lui-même toutes les fois qu'il le jugera nécessaire dans les affaires pour lesquelles l'adjointe a reçu délégation.

Article 9 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 10 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée et transmise à Madame la Préfète, Madame le comptable public, Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Dijon, Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 17/05/2018
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la délibération n° 62 du 28 septembre 2015 relative aux pouvoirs consentis au Maire par le Conseil Municipal,
Vu la demande du 23/10/2017 de Monsieur Jean ROCCHI, représentant des **Amis et Adeptes de la Marche Nordic et de la Randonnée Pédestre de Dijon**, par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'occuper le plateau et la Maison du plateau de Chenôve **le 09/09/2018 de 08h00 à 17h30**, dans le cadre de l'organisation d'une manifestation sportive populaire de Marche Nordique.

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté n°ARR_2018_076 du 21/03/2018 susvisé est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 :

L'association des **Amis et adeptes de la Marche Nordic et de la Randonnée Pédestre de Dijon**, représentée par Monsieur Jean ROCCHI, est autorisée à occuper le plateau et la Maison du Plateau de Chenôve **le 09/09/2018 de 08h00 à 17h30**, dans le cadre de l'organisation d'une manifestation sportive populaire de Marche Nordique.

Article 3 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 4 :

Afin de garantir la sécurité et l'accessibilité, il est précisé que :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 6 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 7 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 9 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Madame la Préfète, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, les services de gendarmerie nationale, les services de police nationale, les services de police municipale, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 16/05/2018
Qualité : Maire



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22, L.2211-1, L.2212-1, L.2212.2, L.2213-6 ainsi que son article R 2241-1,
Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, ses décrets et arrêtés d'application,
Vu le code de la voirie routière,
Vu le code pénal,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons dans le département de la Côte d'Or,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 1999 relatif à la lutte contre les nuisances sonores,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la délibération n° 2017_112 du 18 décembre 2017 fixant la redevance des terrasses de plein air,
Vu la demande du 10 mai 2018 de Monsieur François SIMON, gérant du restaurant L'Auberge du Vieux Pressoir, consistant en l'installation de sa terrasse commerciale, située au droit du bâtiment sis, 1 rue Jules Blaizet-2 Place Anne Laprevote, domaine public de la commune de Chenôve,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer et de définir les conditions d'implantation, de délivrance et de fonctionnement des emprises de terrasses autorisées sur le domaine public pour les exploitants de débits de boissons, restaurants et autres établissements similaires,

ARRÊTE

Article 1 :

Du 16 avril au 30 septembre 2018, non compris le mois d'août correspondant aux congés annuels, Monsieur François SIMON gérant du restaurant l'Auberge du Vieux Pressoir est autorisé à installer une terrasse commerciale ouverte, et corrélativement à occuper la parcelle du domaine public, située au droit du bâtiment désigné ci-dessus.

Article 2 :

L'autorisation est accordée sur une emprise de 76,91 m² conformément au plan annexé au présent arrêté. Elle comprend également l'utilisation d'un système d'ancrage conçu à l'effet de l'installation de parasols. Etant précisé que toute nouvelle installation sur l'emprise devra être précédée d'une nouvelle autorisation.

Article 3 :

Afin de garantir la sécurité et l'accessibilité, il est précisé que :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

L'occupation de la terrasse est autorisée aux heures d'ouvertures des commerces et ne devra en aucun cas excéder 2 heures du matin. Le bénéficiaire de l'autorisation devra veiller à ce que ni la manipulation du mobilier, ni la clientèle ne soient à l'origine de nuisances sonores pour le voisinage. Aucun dispositif de diffusion de musique n'est autorisé sur la terrasse en dehors de demandes d'autorisation spécifiques liées à des animations ponctuelles.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 6 :

Sur la période précisée à l'article 1 du présent arrêté, le bénéficiaire acquittera, le 1^{er} de chaque mois, auprès du régisseur de la Régie de Recettes des Marchés, la somme de 307,64 € (trois cent sept euros et soixante-quatre centimes), correspondant à 4 € du mètre carré au titre du tarif applicable au 1^{er} janvier 2018 pour la redevance des terrasses de plein air, étant précisé que le mois d'avril fera l'objet d'un prorata soit 12/30^{ème} x 307,64 € = 123,06 €.

Article 7 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra impérativement laisser libre l'accès aux tampons de réseaux d'eaux pluviales et usées ainsi qu'aux vannes de fermeture des branchements d'eaux potables. En cas d'intervention impérieuse, lourde, la ville de Chenôve se réserve le droit de faire procéder au démontage d'urgence de ladite terrasse.

Article 9 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 11 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Madame la Préfète, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, les services de gendarmerie nationale, les services de police nationale, les services de police municipale, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

Article 12 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par :  Thierry FALCONNET
Date : 16/05/2018
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la délibération n° 62 du 28 septembre 2015 relative aux pouvoirs consentis au Maire par le Conseil Municipal,
Vu la demande du 24 avril 2018 de Madame Isabelle MOLLARD, représentante de **l'association OCCE maternelle des Grands Crus**, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper la cour de l'école maternelle Les Grands Crus de Chenôve, **le 01/06/2018 de 17h00 à 21h00**, dans le cadre de l'organisation de la « Fête de l'école ».

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'Association OCCE maternelle des Grands Crus, représentée par Madame Isabelle MOLLARD, est autorisée à occuper la cour de l'école maternelle Les Grands Crus de Chenôve **le 01/06/2018 de 17h00 à 21h00**, dans le cadre de l'organisation de la « Fête de l'école ».

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

Afin de garantir la sécurité et l'accessibilité, il est précisé que :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 5 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Madame la Préfète, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, les services de gendarmerie nationale, les services de police nationale, les services de police municipale, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

Article 9 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 16/05/2018
Qualité : Maire



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la délibération n° 62 du 28 septembre 2015 relative aux pouvoirs consentis au Maire par le Conseil Municipal,
Vu la demande du 16 avril 2018 de Madame Fabienne MANOT, représentante de l'association OCCE élémentaire « Les Violettes » par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper la cour de l'école élémentaire « Les Violettes » de Chenôve, **le 03/06/2018 de 06h00 à 20h00**, dans le cadre de l'organisation d'une vente au déballeage.

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

ARRÊTE

Article 1 :

L'association OCCE élémentaire « Les Violettes », représentée par Madame Fabienne MANOT, est autorisée à occuper la cour de l'école élémentaire « Les Violettes » de Chenôve **le 03/06/2018 de 06h00 à 20h00**, dans le cadre de l'organisation d'une vente au déballeage.

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

Afin de garantir la sécurité et l'accessibilité, il est précisé que :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 5 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Madame la Préfète, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, les services de gendarmerie nationale, les services de police nationale, les services de police municipale, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

Article 9 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 16/05/2018
Qualité : Maire



ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'arrêté n° 51 en date du 20 octobre 2006, instituant une régie de recettes « Culture », modifié par les arrêtés n° 7 du 7 septembre 2009, n° 65 du 31 mai 2007, n° 105 du 30 août 2011, n° 23 du 4 janvier 2012, n° 77 du 17 octobre 2014 et n° 119 du 28 avril 2015,
Vu l'arrêté n° 467 du 13 décembre 2016 portant nomination de Madame Saïda EL HANDI en qualité de mandataire suppléante,
Vu l'arrêté n° 69 du 12 février 2016 portant nomination de Madame Christelle LUCHERINI en qualité de mandataire « agent de guichet »,
Vu l'avis conforme du régisseur titulaire en date du 3 mai 2018,
Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 4 mai 2018,

ARRÊTE**Article 1 :**

Madame Christelle LUCHERINI cesse ses fonctions d'agent de guichet. Elle est nommée, à compter du 4 juin 2018, mandataire suppléante de la régie de recettes « Culture » auprès de la Direction des Affaires Culturelles, en remplacement de Madame Saïda EL HANDI, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 :

Madame Christelle LUCHERINI percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur pour la période durant laquelle elle assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 3 :

Le mandataire suppléant est, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

Article 4 :

Le mandataire suppléant ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code pénal.

Article 5 :

Le mandataire suppléant est tenu de présenter ses registres comptables, ses fonds et ses formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 6 :

Le mandataire suppléant est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Fait à CHENÔVE, le 9 mai 2018

Le Comptable Public

Isabelle GUILLAUME

Pour le Maire,
L' Adjoint délégué,



Bernard BUIGUES

Le mandataire suppléant,

Vu par acceptation.

Christelle LUCHERINI

Le Régisseur titulaire,

Vu par acceptation.

Maud ONA

Le mandataire suppléant sortant,

Saïda EL HANDI

Vu par acceptation.

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'arrêté n° 119 du 14 septembre 2011 portant création d'une régie de recettes « REGIE UNIQUE » auprès de la Direction des Finances de la commune de CHENOVE, modifié par les arrêtés n° 62 du 30 janvier 2012, n° 192 du 8 juin 2012, n° 118 du 20 mai 2015, n° 375 du 5 octobre 2016, n° 134 du 31 août 2017 et n° 164 du 29 septembre 2017,
Vu l'arrêté n° 193 du 14 juin 2012, nommant Madame Nawal ESSAKI agent de guichet,
Vu l'avis conforme du régisseur et du mandataire suppléant en date du 4 mai 2018,

ARRÊTE

Article 1 :

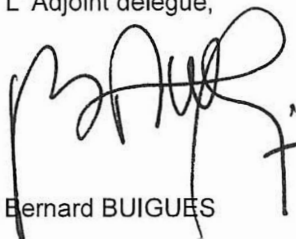
En raison d'un changement d'affectation, il est mis fin aux fonctions d'agent de guichet de Madame Nawal ESSAKI sur le site de la Direction Jeunesse, pour les recettes encaissées dans le cadre de la REGIE UNIQUE.

Fait à CHENÔVE, le 9 mai 2018


Le Comptable Public,


Isabelle GUILLAUME

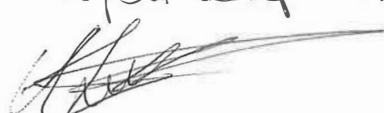
Pour le Maire,
L' Adjoint délégué,



Bernard BUIGUES


Le Régisseur titulaire,

Vu pour acceptation

Nadine BRAULT

Le mandataire suppléant,

Vu pour acceptation

Aurélie LUCAS

L'agent de guichet sortant,


Vu pour acceptation
Nawal ESSAKI

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'arrêté municipal n° 11 en date du 12 août 1985 instituant la régie de recette des marchés, et les arrêtés modificatifs n° 24 du 31 décembre 2000, n° 60 du 29 octobre 2003, n° 169 du 15 novembre 2007, n° 166 du 17 novembre 2010, n° 73 du 4 mars 2011, n° 153 du 22 novembre 2012, n° 83 du 30 août 2013 et n° 274 du 4 juillet 2016,

Vu l'avis conforme du régisseur titulaire et des mandataires suppléants en date du 7 mai 2018,

Vu l'avis conforme du Comptable Public en date du 15 mai 2018,

ARRÊTE

Article 1 :

A compter du 1er juin 2018, Monsieur Jilali MOUDENE est nommé mandataire suppléant de la régie de recettes « Droits de place sur les marchés » avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 :

Monsieur Jilali MOUDENE percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 3 :

Le mandataire suppléant est, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

Article 4 :

Le mandataire suppléant ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code pénal.

Article 5 :

Le mandataire suppléant est tenu de présenter ses registres comptables, ses fonds et ses formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 6 :

Le mandataire suppléant est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Fait à CHENÔVE, le 16 mai 2018

Le Comptable Public,



Isabelle GUILLAUME

Pour le Maire,
L' Adjoint délégué,



Bernard BUIGUES

Le Régisseur titulaire,

vu pour acceptation

Az-Din MAAFER

Le mandataire suppléant,

"vu pour acceptation"

Imane GAADI

Le mandataire suppléant,

vu pour acceptation

Khalid BERKIA

Le mandataire suppléant,

vu pour acceptation

Jilali MOUDENE

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 29/01/2018 formulée par Madame Méherzia BELHADJ, responsable de **l'association AORTI** par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 24/06/2018 de 05h00 à 20h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'association AORTI est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion d'une vente au déballage (vide-grenier) qui aura lieu **le 24/06/2018 de 05h00 à 20h00 sur l'esplanade Limburgerhoff à Chenôve**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 22 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,
Vu la délibération n° 62 du 28 septembre 2015 relative aux pouvoirs consentis au Maire par le Conseil Municipal,
Vu la demande du 11 avril 2018 de Monsieur Bernard PINARD, **responsable de l'Office Municipal des Sports**, par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'occuper la Maison du Plateau de Chenôve et le parking de la Maison du Plateau, **le 27/05/2018 de 06h00 à 19h00**, dans le cadre de l'organisation de la « Rando 2018 ».

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

ARRÊTE

Article 1 :

L'Office Municipal des Sports, représenté par Monsieur Bernard PINARD, est autorisé à occuper la Maison du Plateau de Chenôve et le parking de la Maison du Plateau **le 27/05/2018 de 06h00 à 19h00**, dans le cadre de l'organisation de la « Rando 2018 ».

Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 3 :

Afin de garantir la sécurité et l'accessibilité, il est précisé que :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

Article 4 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 5 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 8 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Madame la Préfète, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, les services de gendarmerie nationale, les services de police nationale, les services de police municipale, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

Article 9 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 23/05/2018
Qualité : Maire



ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,

Vu la demande du 18/05/2018 formulée par Monsieur Bertrand RENARD, responsable de **l'association Chenôve Natation** par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 14/10/2018 de 08h00 à 20h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'association Chenôve Natation est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion d'un « Loto » qui aura lieu **le 14/10/2018 de 08h00 à 20h00 à la salle des Fêtes de Chenôve**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 24 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 18/04/2018 formulée par Monsieur Hervé CHARLOPIN, président de la **section Aéromodélisme de la MJC de Chenôve** par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **du 30/06/2018 à 10h00 au 01/07/2018 à 02h00 et le 01/07/2018 de 10h00 à 18h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

La section Aéromodélisme de la MJC de Chenôve est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion du « Meeting d'aéromodélisme » qui aura lieu **du 30/06/2018 à 10h00 au 01/07/2018 à 02h00 et le 01/07/2018 de 10h00 à 18h00 au plateau de Chenôve**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 24 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 14/05/2018 formulée par Monsieur Gaston LIMBARDET, représentant de **l'Académie de danse « Les Scarline's »** par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 01/07/2018 de 13h00 à 19h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'Académie de danse « Les Scarline's » est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat), à l'occasion du « Gala de l'école de danse » qui aura lieu **le 01/07/2018 de 13h00 à 19h00 au Cèdre à Chenôve**.

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 24 mai 2018

Pour le Maire
L'Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'article L.2122-25 du Code général des collectivités territoriales,
Vu les délibérations n° DEL_2018_013 et DEL_2018_014 du 9 avril 2018 relatives à l'élection de la 1ère adjointe et du 9ème adjoint,
Vu les arrêtés n° 2018_104, 2018_105, 2018_106, 2018_107 et 2018_120 des 12 avril 2018 et 17 mai 2018 portant délégation de fonctions et de signatures,
Vu les arrêtés 2017_029 du 17 février 2017, n° 370 du 3 octobre 2016, n° 283 du 13 octobre 2015, n° 269 du 22 septembre 2015, portant désignation des membres du conseil municipal au sein de divers organismes extérieurs,

Considérant que conformément à l'article L 2122-25 du Code général des collectivités territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Considérant qu'il y a lieu de modifier les arrêtés susvisés au regard des modifications intervenues dans l'organisation de l'administration de la commune de Chenôve par les élus délégués,

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est décidé de modifier les arrêtés susvisés portant désignation des membres du conseil municipal au sein de divers organismes extérieurs ainsi qu'il suit :

- **COMMISSION DES ŒUVRES SOCIALES DU PERSONNEL :**

Mme Brigitte POPARD est désignée titulaire en remplacement de M. Dominique MICHEL.

- **CONSEIL LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE :**

M. Sylvain BLANDIN est désigné titulaire en remplacement de M. Dominique MICHEL.

M. Nouredine ACHERIA est désigné titulaire en remplacement de Mme Saliha M'PIAYI.

- **CONSEIL DE LA VIE SOCIALE – CAT LE GOÉLAND :**

Mme Claudine DAL MOLIN est désignée titulaire en remplacement de M. Dominique MICHEL.

- **CFA LA NOUE :**

M. Nouredine ACHERIA est désigné titulaire en remplacement de M. Dominique MICHEL.

- **BUREAU DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE :**

Mme Brigitte POPARD est désignée en remplacement de M. Dominique MICHEL pour représenter le maire en cas d'absence, d'empêchement ou d'indisponibilité.

- **CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE :**

Mme Brigitte POPARD est désignée en remplacement de M. Dominique MICHEL pour représenter le maire en cas d'absence, d'empêchement ou d'indisponibilité.

- **COMITÉ TECHNIQUE :**

Mme Brigitte POPARD est désignée titulaire en remplacement de M. Dominique MICHEL.
Mme Claudine DAL MOLIN est désignée titulaire en remplacement de Mme Saliha M'PIAYI.
Mme Élise MARTIN est désignée suppléante en remplacement de Mme Claudine DAL MOLIN.

- **COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL :**

Mme Claudine DAL MOLIN est désignée titulaire en remplacement de M. Dominique MICHEL.
Mme Caroline CARLIER est désignée titulaire en remplacement de Mme Saliha M'PIAYI.
Mme Élise MARTIN est désignée suppléante en remplacement de Mme Claudine DAL MOLIN.

- **COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX :**

Mme Brigitte POPARD est désignée en remplacement de M. Dominique MICHEL pour représenter le maire en cas d'absence, d'empêchement ou d'indisponibilité.

- **COMMISSION DE RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES DE LA VILLE DE CHENÔVE POUR LES DIX BUREAUX DE VOTE :**

Mme Brigitte POPARD est désignée titulaire en remplacement de M. Dominique MICHEL.

Article 2 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans le tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Directeur Général des Services ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 31/05/2018
Qualité : Maire

DÉSIGNATION DANS LES ORGANISMES EXTÉRIEURS – ARRÊTÉ MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 31/05/2018
 Reçu en préfecture le 31/05/2018
 Affiché le 31/05/2018
 ID : 021-212101661-20180531-ARR_2018_133-AR

Organisme	Composition	Désignations mai 2018
Comité des œuvres sociales du personnel	2 élus titulaires	T. FALCONNET B. POPARD
Commission mixte de l'OMC	M. le Maire 4 élus	A.FERRARI M-P. CROS J-D. BAGNARD B. BUIGUES
Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance	M. le Maire ou son représentant + Personnalités qualifiées (élus) Personnalités qualifiées (administration)	T. FALCONNET P. AUDARD P. AUDARD B. BUIGUES S. BLANDIN B. POPARD L. RAILLARD N. ACHERIA F. CHAPUIS M ou Mme le DGS L. LAMAUURIE M. ZNASNI C. PERSON
Association nationale des élus chargés du sport (ANDES)	1 élu	B. POPARD
Conseil d'établissement du conservatoire	3 élus 5 administratifs	T. FALCONNET M-P. CROS C. BUCHALET E. GAILLOT V. CHAUMONT-BREMONT M. KURZMANN E. CLERC C. LARTOT

Comité de pilotage du Grand Dijon – plan climat énergie territorial	M. le Maire + 2 élus	T. FALCONNET	Envoyé en préfecture le 31/05/2018
		J-J. BERNARD J-F. BUIGUES	Reçu en préfecture le 31/05/2018 Affiché le 31/05/2018 ID : 021-212101661-20180531-ARR_2018_133-AR
Conseil d'administration Collectif Carnaval	1 élu	L. RAILLARD	
Conseil de la vie sociale – CAT le Goéland	2 élus	C. DAL MOLIN J-D. BAGNARD	
ACODEGE	1 élu	S. FOUAD	
Association de gestion de l'administration de l'Hôpital de Jour	1 élu titulaire	T. FALCONNET	
	2 élus suppléants	J. VIGREUX J-D. BAGNARD	
CFA la Noue	M. le Maire + 1 élu	T. FALCONNET	
		N. ACHERIA	
Commission d'attribution des logements (Orvitis, Dijon Habitat, SCIC Habitat, Foyer Dijonnais, ICF Sud Est Méditerranée, Néolia)	M. le Maire ou son représentant + 1 administratif	T. FALCONNET	
		T. AMODEO C. LAENGER	
Correspondant sécurité routière	1 élu	P. AUDARD	
Bureau du Centre de Gestion de la FPT	M. le Maire ou son représentant	T. FALCONNET	
		B. POPARD	
Conseil d'administration du Centre de gestion de la FPT	M. le Maire ou son représentant	T. FALCONNET	
		B. POPARD	

<div> <div>Envoyé en préfecture le 31/05/2018</div> <div>Reçu en préfecture le 31/05/2018</div> <div>Affiché le 31/05/2018</div> <div>ID : 021-212101661-20180531-ARR_2018_133-AR</div> </div>		
Commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées (commission relevant du code général des collectivités territoriales)	Le Maire, membre de droit L'élu délégué au handicap	T. FALCONNET C. DAL MOLIN
Commission communale pour l'accessibilité (commission relevant du code de la construction et de l'habitation)	Le Maire ou son représentant	L. RAILLARD
Commission communale de sécurité	Le Maire ou son représentant	L. RAILLARD
Comité technique	Le Maire, président de de droit + 4 élus titulaires 5 élus suppléants	T. FALCONNET B. POPARD C. DAL MOLIN J. BOILEAU C. JACQUOT E. MARTIN P. AUDARD B. BUIGUES C. BUCHALET M. AMODEO
Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	Le Maire, président de droit + 4 élus titulaires 5 élus suppléants	T. FALCONNET C. CARLIER C. DAL MOLIN A. AGLAGAL J. BOILEAU E. MARTIN C. BUCHALET M-P. CROS C. JACQUOT J-F. BUIGUES
Comité d'entente des anciens combattants	Le Maire L'élu délégué	T. FALCONNET J-D. BAGNARD

Conseils d'écoles élémentaires et maternelles	Le Maire	T. FALCONNET	<div> <div>Envoyé en préfecture le 31/05/2018</div> <div>Reçu en préfecture le 31/05/2018</div> <div>Affiché le 31/05/2018</div> <div>ID : 021-212101661-20180531-ARR_2018_133-AR</div> </div>
	ou son représentant	J. BOILEAU	
Commission d'appel d'offres	Présidence de la commission par le Maire, ou son représentant	T. FALCONNET J. BOILEAU	
Commission consultative des services publics locaux	Présidence de la commission par le Maire, ou son représentant	T. FALCONNET B. POPARD	
Conseil d'Administration de l'Office municipal de la culture (OMC)	Le Maire, membre de droit 4 élus titulaires	T. FALCONNET M-P CROS P. AUDARD C. DAL MOLIN E. MARTIN	
Bureau de l'Office municipal de la culture (OMC)	2 élus parmi les membres du CA		
EPHAD Georges SAND	1 élu	B. BUIGUES	
Doyenné des Grands Crus	1 élu	B. BUIGUES	
Agence régionale de santé	1 élu	C. DALMOLIN	
MDEF – Comité pilotage PLIE	2 élus	J. VIGREUX C. DAL MOLIN	
Ecole de la 2 ^{ème} Chance	1 élu	C. DAL MOLIN	
Commission de révision des listes électorales de la Ville de Chenôve pour les dix bureaux de vote	1 élu titulaire 1 élu suppléant	B. POPARD P. AUDARD	

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Claudie PRALON** domiciliée **19 avenue Edouard Belin 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille MAISSIAT**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession D 105 de 15 années,**
- **à compter du 23/02/2018 de 2 mètres superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6171 du 12/02/2018 et expirant le 23/02/2033.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **02/03/2018**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée

Signé par : **Briditte POPARD**

Date : **31/05/2018**

Qualité : **1ère Adjointe**

